

**Atelier de relance Projet DIMITRA - le 24 octobre 2002
Fondation Roi Baudouin, Bruxelles**

**Discours de Dr Manfred Lindau, Directeur
FAO Bureau de Liaison avec l'Union Européenne et la Belgique**

**«La famine dans le monde dans le contexte de la
Journée Mondiale de l'Alimentation en 2002 »**

Madame la Présidente,
Mesdames, Messieurs,
Chers collègues,

Je suis très heureux de me trouver au milieu de cette assemblée essentiellement féminine car la FAO a toujours apporté une attention soutenue à la cause des femmes et au rôle essentiel qu'elles jouent pour assurer la sécurité alimentaire dans de nombreux pays. Lors du Sommet Mondial de l'Alimentation en 1996, le Directeur général de la FAO, Jacques Diouf, évoquait le « formidable potentiel » que les femmes constituent pour aider à relever le défi alimentaire du XXIème siècle.

Et pourtant le travail des femmes reste souvent mal compris et sous-estimé. Les femmes sont trop souvent les acteurs invisibles du développement. Des études de la FAO démontrent que dans la plupart des pays en développement, les femmes sont le pilier du secteur agricole, des systèmes alimentaires et de la subsistance quotidienne des familles, et elles représentent la majeure partie de la main d'œuvre agricole.

Les décideurs, les responsables de la planification du développement et les prestataires de services agricoles malheureusement ne tiennent pas suffisamment compte de l'importance des femmes dans le processus de la production agricole. De ce fait, les femmes ont plus de difficultés que les hommes à accéder à des facteurs de production, comme la terre, le crédit et les intrants agricoles, les technologies, la vulgarisation, la formation et d'autres services qui renforceraient leur capacité de production. La FAO reconnaît qu'il est crucial de donner des moyens d'action aux femmes pour élever les niveaux de nutrition, améliorer la production et la distribution des produits alimentaires et agricoles, ainsi que les conditions de vie des populations rurales.

La FAO a élaboré un nouveau plan d'action pour les femmes. Il s'agit du Plan d'action 2002-2007 « Parité hommes femmes et développement » qui vise en particulier à assurer une répartition équitable des bénéfices du changement et à leur gestion commune entre hommes et femmes, que ce soit en matière de ressources, de services agricoles ou d'emplois. La production agricole qui repose en grande partie sur le travail des femmes ne pourra être augmentée que si leur position sociale est assurée et leur statut juridique pleinement reconnu. Ce sera seulement de cette manière qu'elles auront un accès sans restriction au crédit et aux autres facteurs de production. Ces conditions fondamentales doivent être le prolongement de la scolarisation des femmes et de leur éducation.

Dans cette perspective, les nouvelles technologies sont de plus en plus indispensables pour pallier aux lacunes de la formation et la FAO entend bien les utiliser. C'est d'ailleurs par ce biais que le projet DIMITRA a pu élargir son réseau de femmes rurales et a permis la circulation de l'information.

Ma présence ici devant vous me donne également l'occasion de vous rappeler que mercredi dernier, le 16 octobre, nous avons célébré la Journée Mondiale de L'Alimentation. L'ironie cruelle de nos jours est que, malgré le fait que le monde produit suffisamment de nourriture globalement pour faire nourrir ses six milliards d'habitants, la faim persiste dans la plupart des pays en développement.

Le combat contre la pauvreté ne peut pas être gagné sans éliminer la faim. La faim est la manifestation la plus critique de la pauvreté. Faim et malnutrition sont et les causes et les effets de la pauvreté. Jusqu'à présent des actions n'ont pas suivies des paroles et il y a un besoin urgent d'intensifier notre lutte contre la pauvreté et la faim.

La communauté internationale a affirmé de nombreuses fois son engagement pour lutter contre la faim. En particulier lors du Sommet Mondiale de l'Alimentation du 1996 à Rome les représentants de 185 nations et la Communauté Européenne ont fixé l'objectif de réduire de moitié le nombre de personnes souffrant de la faim d'ici 2015.

Malheureusement, malgré cet engagement, trop peu d'actions concrètes ont été entreprises pour éradiquer la faim. Le nombre de ceux qui souffrent de la faim ne tombe pas assez vite pour atteindre l'objectif ambitieux du plan d'action du Sommet Mondial de l'Alimentation de 1996. Les derniers chiffres de la FAO montrent que pour atteindre la cible du SMA de 1996 le nombre de ceux qui souffrent de la faim devrait diminuer en moyenne de 22 million chaque année, comparé aux six millions par an atteint à la fin des années 1990s.

C'est aussi la raison pour laquelle le Directeur Général de la FAO a rassemblé les chefs d'Etat et représentants de 179 nations et la Communauté Européenne à Rome de 10 au 13 juin cette année pour Le Sommet mondial de l'alimentation, cinq ans après, pour donner une nouvelle impulsion aux efforts mondiaux pour aider les affamés et pour accroître la volonté politique et les ressources financier.

La mobilisation d'une « Alliance Internationale contre la faim » contribuera à rétablir une place centrale dans l'agenda et les priorités des gouvernements, parlements, autorités locales et de la société civile. Le Programme de lutte contre la faim a été lancé pour servir de base de travail et de dialogue parmi les partenaires et pour mobiliser les ressources qu'il faut aujourd'hui. Le besoin de renforcer les capacités des femmes est incontestable et c'est l'un des objectifs centraux pour l'allègement de la pauvreté et l'éradication de la faim.

Le Directeur-Général de la FAO a prononcé dans son discours à l'inauguration du Sommet Mondial de l'Alimentation : cinq ans après:

« Les sociétés d'abondance de ce nouveau millénaire, avec leurs ressources et leurs technologies, peuvent éliminer le spectre insoutenable des famines cycliques et la déchéance inexorable de la faim chronique »

Si nous sommes d'accord sur l'objectif de créer la réalité d'un monde sans faim nous devrions discuter moins sur les petites différences dans les actions mais renforcer notre partenariat pour relever le défi ensemble.

Mercredi dernier, 16 octobre nous avons fêté la journée mondiale de l'alimentation. Chaque année à cette date la journée mondiale de l'alimentation est observée pour marquer la fondation de la FAO le 16 octobre 1945. La fête de la Journée Mondiale de l'Alimentation vise à sensibiliser la publique au mandat de la FAO d'élever les standards de nutrition et de promouvoir une meilleure compréhension des mesures à entreprendre pour alléger la pauvreté et supprimer la faim.

Cette année le thème de la Journée Mondiale de l'Alimentation est « L'eau, source de sécurité alimentaire ». La FAO est persuadée que des techniques agricoles améliorées et plus d'efficacité dans l'utilisation de l'eau sont des clés pour nourrir une population en croissance.

Dans son message pour la journée mondiale de l'alimentation 2002, le Directeur Générale de la FAO signalait que, je cite:

« L'eau est au cœur de la survie de l'humanité. C'est un sujet de grande préoccupation pour tous car c'est une ressource rare que partage une population croissante. C'est un enjeu politique, économique, social et écologique. Mais l'eau est par-dessus tout une question alimentaire; l'agriculture utilise quelque 70 pour cent de toute l'eau douce prélevée. Dans un monde où les quantités d'eau potable se font toujours plus rares, comment faire pour que chacun ait accès à l'eau qui lui est nécessaire pour se nourrir sans léser d'autres secteurs, sans détruire l'environnement ?

C'est d'abord un défi auquel doit répondre l'agriculture. Dans la chaîne de production, il faut produire plus avec moins d'eau. L'adhésion des petits paysans et paysannes est indispensable. Elle requiert une formation adaptée et une participation active. Une nouvelle politique de l'eau est nécessaire. Elle doit donner la priorité aux solutions qui évitent le gaspillage.

Une solidarité plus effective doit faire appel à la coopération de l'ensemble des partenaires du développement pour résoudre les conflits potentiels, mobiliser les ressources financières suffisantes. Il faut en outre créer les conditions d'une gestion économique et d'une répartition juste de l'eau.

Une mobilisation croissante de la société civile, et des organisations paysannes, est indispensable pour faire face à la crise de l'eau et atteindre enfin l'objectif de " la nourriture pour tous". Une vigilance accrue est nécessaire notamment dans les pays et régions souffrant de sécheresse afin d'éviter famines et conflits. Demain, le monde aura assez d'eau si, dès aujourd'hui, nous la gérons prudemment. »

Nous approchons de la fin d'une année qui était caractérisée par d'importantes conférences telles que la conférence ministérielle de l'OMC a eu lieu à Doha, La Conférence internationale sur le financement du développement qui a eu lieu à Monterrey, le Sommet Mondial sur le développement durable à Johannesburg et en dernier lieu, mais non par ordre d'importance, le Sommet Mondial de l'Alimentation : cinq ans après au mois de juin à Rome. Des résolutions, des déclarations, des accords, des plans d'action et des protocoles ont été adoptés and nous espérons tous que les résultats contribueront à construire un meilleur avenir pour notre monde.

Je vous souhaite un grand succès pour vos futures délibérations et échanges de vues et j'espère que les résultats de cette conférence contribueront à une meilleure compréhension et appréciation du rôle important des femmes dans la production agricole et dans la sécurité alimentaire.

Avant de terminer mon discours, j'ai le plaisir de présenter le prochain interlocuteur, ma collègue Mme. Sissel Ekaas. Sissel Ekaas est Directrice de la Division Parité hommes-femmes et population au siège de la FAO à Rome. Depuis janvier 1998, Mme Ekaas est en fonction présente, et elle a lancé l'élaboration d'un nouveau plan d'action – déjà mentionné ci-dessus – parité hommes-femmes et développement à travers l'organisation pour la période 2002-2007, qui a été approuvé par la conférence de la FAO en novembre 2001; en 1999 elle a organisé une consultation de haut-niveau sur les Femmes Rurales et l'Information au niveau ministériel et lors du Sommet Mondial de l'Alimentation : cinq ans après, elle était responsable de l'organisation d'une manifestation parallèle qui a eu de nombreux participants sur le thème 'Femmes Rurales : partenaires essentielles dans la lutte contre la faim et la pauvreté'. Sissel Ekaas a poursuivi son éducation en Norvège, aux Etats-Unis, et au Canada dans le domaine des relations internationales, de la gestion, et des langues. Avant de travailler à la FAO, elle a occupé différentes postes pour le Programme des Nations Unies pour le Développement, et d'autres organisations des Nations Unies et pour le Ministère Norvégien des Affaires Etrangères ainsi que pour le Ministère Norvégien de la Coopération au Développement et l'Agence Norvégienne pour le Développement International (NORAD). Son expérience dans les affaires internationales et le développement ainsi qu'en matière de parité hommes-femmes est un atout important pour la FAO.

Je vous remercie de votre attention